LES ENJEUX

RAPPORTS & ÉTUDES | RÉGLEMENTATION

L'open data de l'ANJ tient en 25 lignes

Antoine DUGAST
Publié le 6 novembre 2026 . Lecture estimée : 4 min



L'ANJ met en avant l'enrichissement de son open data. Le fichier contient 25 indicateurs annuels, sans notice ni licence. L'occasion d'un petit comparatif de transparence avec ses pairs européens.

Début novembre, l'ANJ a annoncé sur LinkedIn que son open data « s'enrichit », avec les données du marché en ligne de 2010 à 2025. Le fichier est sur data.gouv.fr depuis septembre. Il s'agit d'un tableau de 25 lignes : opérateurs, comptes actifs, mises, PBJ, budget marketing, part des femmes ou parts de mises par sport. Chaque indicateur n'est mis à jour qu'une fois par an.

La rédaction des Enjeux a comparé ce fichier aux publications de treize autres régulateurs, en Europe et en Amérique du Nord.

Le rapport semestriel publié en octobre donne des séries mensuelles : comptes actifs, mises par sport, bonus d'acquisition et de fidélisation. Le TRJ, le PBJ par sport et le poker par format n'existent qu'en PDF (A lire aussi : le premier semestre 2026).

Le décalage touche aussi les interdits de jeux. Le jeu de données s'arrête à 2024. Le rapport annuel publié en juin donne pourtant le chiffre de fin 2025 : 87 182 inscrits, en hausse de 19% sur un an.

L'ARJEL puis l'ANJ ont publié un rapport trimestriel pendant plus de dix ans. Il a disparu fin 2022, remplacé par un point semestriel.

Aucune notice ne définit les 25 indicateurs, et aucune licence n'est indiquée sur les cinq jeux de données de l'ANJ. Le nouveau calcul du PBJ n'est appliqué qu'aux années 2023 et 2024, sans que le fichier le signale. Les autres régulateurs signalent leurs changements de méthode. Le régulateur danois a prévenu que ses nouveaux chiffres n'étaient plus comparables aux rapports antérieurs. La Gambling Commission britannique garde en ligne les versions remplacées, avec la mention « superseded ».

Le Danemark et l'Espagne publient chaque mois

Le Danemark publie chaque mois son PBJ par produit dans un tableur réutilisable. L'Espagne diffuse depuis 2013 des fichiers CSV à grain mensuel, avec les dépôts, la publicité et les bonus. Le New Jersey, la Pennsylvanie, le Michigan et l'Ontario publient chaque mois, moins d'un mois après la clôture.

Régulateur	Données de marché	Format	Sanctionnés nommés
ANJ (France)	Annuelles en open data, semestrielles en PDF	ODS et CSV, sans licence	Non

Régulateur	Données de marché	Format	Sanctionnés nommés
Gambling Commission (Royaume-Uni)	Trimestrielles	Excel	Oui
DGOJ (Espagne)	Mensuelles, publiées chaque trimestre	CSV	Oui
Spillemyndigheden (Danemark)	Mensuelles	Excel et CSV	Oui
Spelinspektionen (Suède)	Trimestrielles	Excel	Oui
KSA (Pays-Bas)	Mensuelles, publiées chaque semestre	CSV	Oui
ADM (Italie)	Annuelles en open data, trimestrielles en PDF	CSV sous licence ouverte	Non applicable
DGE (New Jersey)	Mensuelles, par opérateur	PDF	Oui

Aucun des régulateurs européens comparés ne publie de chiffres par opérateur. Le New Jersey, la Pennsylvanie et le Michigan le font parce que leur impôt est calculé opérateur par opérateur.

Le fichier de l'ANJ a aussi des points forts. Le budget marketing et la part des femmes n'apparaissent pas dans les statistiques britanniques, suédoises ou danoises. Le top 100 des matchs les plus pariés n'a pas d'équivalent en Espagne, en Italie ou aux Pays-Bas.

Des sanctions publiées sans nom

L'ANJ publie ses décisions de sanction sous la forme « société X ». Ses communiqués parlent d'« un opérateur », y compris pour l'amende de 500 000 euros prononcée en juillet (A lire aussi : la sanction de juillet).

Neuf des treize régulateurs comparés nomment les opérateurs sanctionnés. La Gambling Commission tient un registre public, où figure depuis octobre l'accord de 900 000 livres conclu avec L & L Europe. La DGOJ liste ses résolutions avec le nom des sociétés, et la KSA publie chaque décision en entier. En septembre, le New Jersey a nommé Bet365, BetMGM et FanDuel dans son relevé des sanctions.

Les séries mensuelles de l'ANJ existent déjà, dans les annexes de son rapport semestriel. La KSA a fait le chemin en six mois : elle est passée d'un tableur en avril à une trentaine de fichiers CSV en octobre.

Le chemin vers la transparence est encore long.